
«Nous avons atteint un seuil critique d'assurés»

Depuis sa naissance en 1993, le Groupe Mutuel a connu une forte croissance. Interview de son président, Pierre-Marcel Revaz

A l'occasion des 20 ans d'existence du Groupe Mutuel, son actuel président, Pierre-Marcel Revaz, parle de l'avenir de la société.

Vous dénombrez aujourd'hui 1,4 million d'assurés (base et complémentaires). Quelles sont vos perspectives de croissance?

Pour un pays comptant huit millions d'habitants, nous avons atteint un seuil critique difficile à dépasser. Cela ne signifie pas qu'il n'y a plus de progression à envisager, mais nous ne pourrions pas afficher les mêmes taux de croissance que ces dernières années.

Dans quel type d'assurances envisagez-vous des possibilités de progression?

Il en existe encore dans les complémentaires ou dans d'autres risques tels que la LPP ou l'assurance-vie.

En élargissant ainsi votre palette de produits, Groupe Mutuel souhaite-t-il devenir un assureur global?

Nous le sommes déjà. Mais l'idée est effectivement de renforcer notre diversification.

Pour quelles raisons?

Cette diversification nous permettra de ne plus dépendre totalement des revenus issus de l'assurance de base. Car même si je suis convaincu que la prochaine initiative pour une caisse unique ne passera pas, rien ne dit que dans cinq ou dix ans l'objet ne revienne pas sur le tapis et soit cette fois acceptée.

Votre évolution à venir se fera-t-elle plutôt en Suisse alémanique?

Non, en Suisse romande également. A Sion, nous sommes d'ailleurs en train de regrouper nos collaborateurs dispersés sur trois sites dans un seul bâtiment. Pour Lausanne, par contre, il y a la difficulté de trouver du personnel bilingue. Si nous avons de la place à la Rasude, nous peinons à trouver les bons profils. L'autre difficulté est qu'à part Assura et nous, il n'y a pas d'autres concurrents en Suisse romande. Les possibilités théoriques de croissance externe concernent donc plutôt la Suisse alémanique.

Des opportunités en vue?

Actuellement, la bonne situation financière des assureurs fait que les possibilités de reprise de petits acteurs ou de regroupement sont limitées. Elle laisse donc à penser que le marché ne devrait pas énormément bouger.

24 heures, 30. 10. 2013